

**Élection partielle du 23 novembre 2010**  
**Conseil d'Administration (collège A)**  
**Profession de foi des syndicats**  
***Agir Ensemble pour une université démocratique***  
***SNESUP-FSU, SNCS-FSU, SNASUB-FSU, SNTRS-CGT, SES-CGT, SNPRES-FO***

Le 23 novembre prochain, une élection partielle au Conseil d'Administration permettra de renouveler un siège du collège A. Les Professeurs d'Université, les Directeurs de Recherche et personnels assimilés vont être amenés à se prononcer sur un candidat et au-delà de la personne, sur un choix politique important, à une période cruciale de l'évolution de l'Université de Strasbourg.

Le mode de scrutin imposé par la LRU a limité la représentation au CA des listes autres que celles présentées par l'actuel Président. Ainsi, la liste *Agir Ensemble pour une Université Démocratique* n'avait obtenu qu'un seul siège enseignant sur 14 au CA, bien qu'ayant recueilli 28% des voix aux élections de 2008. En mai dernier, une première élection partielle a permis à deux nouveaux membres d'Agir Ensemble d'entrer dans nos conseils centraux. Ceux-ci ont travaillé à plus de transparence et de démocratie dans les décisions importantes qui concernent l'avenir de notre université et de ses personnels. Ce travail doit être prolongé et accentué.

Les membres d'*Agir Ensemble* présentent la candidature de William Gasparini. Son engagement au service de notre université, ses diverses responsabilités et compétences constituent des atouts importants pour exercer un mandat d'administrateur. Dans la continuité du travail d'*Agir Ensemble* et de ses deux élus enseignants au Conseil d'Administration, Michaël Gutnic et Pascal Maillard, William Gasparini s'engage à défendre les positions suivantes :

### **1. Pour une autre politique à l'UdS**

Associée à la loi « LRU », au « Plan Campus » et désormais aux appels d'offres issus du « Grand Emprunt », la fusion des 3 universités a redessiné le paysage universitaire strasbourgeois, favorisant certains regroupements, ou modifiant pour partie notre organisation.

Le passage aux nouvelles responsabilités associé à la gouvernance actuelle de l'UdS ont ainsi provoqué un accroissement considérable des charges de travail depuis la fusion. Frustration et malaise réel sont présents chez toutes les catégories de personnels<sup>1</sup>, tant au niveau central que dans les composantes et les laboratoires.

Positifs pour certains projets interdisciplinaires, les regroupements d'équipe qui s'effectuent autour des projets liés aux appels d'offre « Initiatives d'Avenir » posent de nouveaux problèmes. Focalisés uniquement sur l'« excellence », ils laissent de nombreux acteurs sur le bord de la route et organisent une grande partie de l'allocation des ressources et de la direction de la recherche hors de toute évaluation des organismes de recherche, marquant ainsi de nouveaux reculs en termes de collégialité et de démocratie.

Enfin, le nouvel accord-cadre entre la CPU et le CNRS risque de mettre en place les conditions de l'absorption des composantes du CNRS par les universités et de consacrer l'assujettissement de la recherche publique à la stratégie de développement des pôles universitaires d'excellence.

Les élus d'*Agir Ensemble pour une Université Démocratique* entendent défendre :

- un soutien plus affirmé aux Professeurs et Directeurs de Recherche dans la gestion des unités de recherche, composantes et programmes scientifiques, en particulier par l'affectation de personnels BIATOSS en nombre suffisant ;
- l'attachement à une coopération équilibrée entre les universités et les organismes de recherche ;

---

<sup>1</sup> Comme l'a confirmé l'enquête « Bien-être au travail ».

- une politique équilibrée des primes (notamment la PES) et une prise en compte équitable des responsabilités pédagogiques et des charges administratives, y compris dans les composantes sous encadrées ;
- l'achèvement du travail sur les conventions de gestion des personnels non titulaires, enseignants ou chercheurs, administratifs, ingénieurs, ouvriers ou techniciens, pour qu'ils disposent d'un véritable statut favorisant leur pleine intégration dans la communauté universitaire sur des postes stables ;
- l'ouverture d'un débat sur le rôle des collègiums ;
- une véritable politique documentaire, inexistante depuis la fusion des universités alors qu'elle est un pilier indispensable au développement de l'activité de recherche.

## **2. Promouvoir une collégialité et un dialogue social fondé sur l'écoute et le respect des personnels et de toutes les composantes de l'UdS**

De nombreux collègues témoignent que l'information aux personnels, la communication de la direction ainsi que le dialogue de gestion ne donnent pas satisfaction. Il est donc urgent pour l'équipe de direction d'inventer une autre écoute, de nouvelles modalités d'information qui permettent des remontées des acteurs de terrain, entendus et respectés.

Les élus et les syndicats *Agir Ensemble* demandent que le dialogue de gestion puisse être évalué et, le cas échéant, revu. Ils souhaitent que les responsables intermédiaires soient davantage impliqués en leur laissant des marges de décision et de liberté.

Ils souhaitent la mise en place d'une commission des emplois. Ils demandent que soit entreprise une réflexion urgente sur les missions, les fonctions et la place des composantes et des collègiums, ainsi que de leurs directions respectives au sein de l'UdS.

## **3. Garantir un fonctionnement plus démocratique de l'université et davantage de transparence dans les prises de décision**

Dans l'attente du souvent promis Congrès sur la démocratie à l'UdS repoussé en janvier 2011, les élus *Agir Ensemble* estiment qu'il faut en priorité faire fonctionner pleinement et correctement les conseils existants et en particulier le Conseil d'Administration, pour notamment élaborer en amont la politique de l'université. À l'instar des CS et CEVU, le CA ne doit pas se limiter à être une chambre d'enregistrement, comme c'est trop souvent le cas aujourd'hui. Il doit pouvoir travailler, comme les autres conseils centraux, avec des documents disponibles dans des délais permettant la concertation. Il lui faut enfin trouver le temps du débat, articulant mieux son travail avec celui des autres conseils, CTP compris.

La démocratie passe enfin par une information transparente pour tous. *Agir Ensemble* dénonce aujourd'hui une logique communicationnelle à des fins purement promotionnelles. Ses élus et ses syndicats se battent aux côtés des personnels pour promouvoir une information objective et pluraliste, au service de toute la communauté universitaire.

La vie démocratique de notre université doit être fondée sur la concertation, la collégialité et la subsidiarité, sur les principes de liberté d'expression et de circulation de l'information, sur une représentation équitable de toutes les catégories de personnels.

*Au moment où notre université va devoir faire des choix stratégiques majeurs et où le service public d'enseignement et de recherche subit des réformes contestables, nous appelons les électeurs du collège A à soutenir une candidature de vigilance et de propositions critiques et constructives. En votant pour William Gasparini, le candidat d'Agir Ensemble pour une Université Démocratique, vous montrerez votre souhait de réorienter la politique actuelle, de trouver un nouveau souffle et d'œuvrer pour une autre Université de Strasbourg.*

**Agir Ensemble pour une Université Démocratique**  
**SNESUP-FSU, SNCS-FSU, SNASUB-FSU, SNTRS-CGT, SES-CGT, SNPRES-FO**